

Compte rendu ateliers H

Co-construire le vivre ensemble dans les quartiers menacés de fractures

Président : Jean-Claude SOMMAIRE

Rapporteur : Nathalie CHAVANNE

Plus de trente personnes présentes

Présentation de trois démarches de terrain suivies d'un débat avec les participants :

-La Villeneuve de Grenoble

-Marne la Vallée

-Les espaces de dialogue d'Initiative et Changement France en région parisienne

Un certain malentendu avec les participants qui, sans nier le très grand intérêt des démarches de « co-construction » présentées, auraient souhaité avoir le temps de pouvoir « co-construire » avec les animateurs de l'atelier.

I- La Villeneuve de Grenoble

Ce quartier de Grenoble a connu des incidents très graves en juillet 2010 qui ont ensuite servi de support à un discours très sécuritaire du Président de la République.

Danielle Thevenot, enseignante au démarrage du Collège, qui reste très investie comme bénévole sur ce quartier où elle habite, en fait une présentation succincte.

A la différence d'autres quartiers difficiles, le quartier de la Villeneuve a été pensé, à la fin des années 60, par Hubert Dubedout, maire de Grenoble de 1965 à 1983, et son équipe, pour en faire un modèle d'urbanisme visionnaire favorisant le vivre ensemble à travers une véritable mixité sociale et culturelle. **Pendant les années 70 ce quartier a été une vraie réussite démocratique associant politiques, urbanistes, architectes, enseignants, et divers professionnels, tous engagés et à l'écoute des habitants.**

A l'époque il fallait une lettre de motivation pour pouvoir y travailler. La qualité de l'habitat, l'existence de coursives favorisant des rencontres conviviales, de remarquables espaces verts, des équipements socio-éducatifs, en faisait une réalisation exemplaire au plan architectural et humain. Dans les écoles les carnets de notes étaient remis aux élèves, en présence des parents, en leur donnant la parole. On formait de futurs citoyens. Les habitants étaient consultés et associés aux décisions.

Toutefois Hubert Dubedout perd la mairie en 1983 et peu à peu l'équilibre de la mixité n'a plus été respecté à la Villeneuve : fuite des classes moyennes et des fondateurs, arrivées importantes de populations en situation de précarité souvent issues de l'immigration maghrébine, moindre investissement de l'éducation nationale (les Ecoles et Collège perdent leur Statut Expérimental), etc.

Un nouveau changement de maire intervient en 1994 mais la crise s'est alors installée avec toutes ses conséquences : fort taux de chômage des moins de 25 ans, développement de l'économie parallèle, dégradations des rapports humains, violences, incivilités.

Actuellement, un vaste projet de rénovation du quartier est lancé au niveau du bâti mais les questions sociales, éducatives, et le culturel, ne semblent pas être une priorité. **Les habitants ne se sentent plus associés aux décisions.** Les principes fondateurs du quartier ont été définitivement abandonnés tandis que les fractures sociales se développent. Les lieux de rencontre ou d'accueil (type café associatif) font maintenant défaut. Les commerces pour ainsi dire sont devenus inexistantes...

Aujourd'hui, heureusement, les associations, des habitants, et les professionnels restent mobilisés et actifs. Une coupure s'est cependant installée entre certains groupes de Jeunes et la majorité des habitants, avec parfois agressivités et économie parallèle. Après les événements de juillet dernier, une fois par mois, toutes les associations se réunissent, surtout en lien avec l'éducatif et la sécurité, pour lancer des SOS à la Mairie et au

Préfet et organiser collectivement des actions. Le Centre de Santé est en survie alors que c'était un outil populaire avec des médecins militants qui contribuaient à en faire un lieu d'accueil, de réflexion, et de reconnaissance des personnes dans leurs identités culturelles.

Les habitants restent sceptiques par rapport au Projet actuel l'ANRU concernant la Réhabilitation de la Villeneuve. Les principales causes des difficultés actuelles sont à rechercher **principalement** au plan social et culturel : prégnance des situations de précarité et absence d'avenir pour les jeunes dans un contexte de grande diversité culturelle, manque d'accompagnement scolaire spécialisé et une fuite des classes moyennes, sans parler des moyens financiers insuffisants pour les équipements.

C'est sur ce plan qu'intervient Bahija Ferhat qui prend la parole, à la suite de Danielle Thevenot, pour présenter une expérience innovante, « Envolée féminine », qui concerne les femmes en recherche d'emploi de l'agglomération grenobloise. Cette opération hors norme, qui implique un **changement de posture chez l'accompagnant social**, est menée dans le cadre de l'ADATE, une association qui, depuis sa fondation en 1974, accompagne les bouleversements du paysage migratoire.

Il s'agit pour l'essentiel d'un processus d'inter-formation et d'auto-formation mené dans le cadre de groupes réunissant des femmes de culture et de niveau très différents (françaises « de souche » et issues de l'immigration, de l'analphabète à l'ingénieur ou au bac+5) mais qui ont en commun d'être toutes en très grande précarité. La plupart ont perdu la capacité de se projeter dans l'avenir. La **dimension collective** qui est au cœur de cette approche est très importante.

Au départ on crée un « vide institutionnel » et on demande aux personnes accompagnées ce qu'elles veulent faire de ce temps. Plutôt que de les mettre dans une logique où elles doivent s'adapter et apprendre, on les amène au sein de leur groupe, à vivre ensemble une nouvelle relation d'aide : en prenant soin de l'autre, on prend soin de soi. On passe **de l'aide à l'entraide**. Dans ce programme, l'accompagnant renonce au pouvoir de son statut professionnel qui implique habituellement que c'est l'autre qui doit apprendre et s'adapter.

Bahija Ferhat ne croit pas à « une approche dans la neutralité » car, pour elle, tout travail d'accompagnement se fait avec nos subjectivités. Sans le vouloir on peut facilement exercer une forme de fausse bienveillance qui, au nom du respect de l'autre, peut conduire à le discriminer. Dans notre système français **les reconnaissances culturelles et culturelles** ne sont pas prises en compte alors qu'elles **sont importantes dans la construction d'une identité et d'un sentiment d'appartenance à la société**.

Cette démarche dont les résultats sont positifs (taux appréciable de retours à l'emploi) a reçu l'approbation et le soutien financier de diverses institutions (Conseil général, Fond social européen...). Elle implique un autre regard sur les populations fragilisées et une autre façon de façon de travailler avec elles.

Lors du débat qui suit, le rôle et l'importance du « collectif » sont relevés dans plusieurs interventions. **Le développement individuel doit prendre appui sur une dimension collective, voire communautaire.**

Un intervenant souligne aussi **la dichotomie regrettable entre le travail social et le développement local** à laquelle il faudrait remédier.

Danielle Thévenot dénonce enfin **le cloisonnement entre les intervenants locaux**, alors qu'on a besoin de la mixité des points de vue et des interventions (professionnels, bénévoles, habitants). La pression du quantitatif fait qu'on n'a plus le temps de se rencontrer et de travailler ensemble à la construction d'un projet en se formant les uns les autres et en échangeant dans la confiance. Les professionnels deviennent des techniciens.

II-Marne la Vallée

Dans une complémentarité remarquable avec les interventions précédentes, liées à la situation à Villeneuve de Grenoble, qui se concluaient sur la nécessité de **faire évoluer les modes d'accompagnement social**, les intervenants de Marne la Vallée ont braqué le projecteur sur **l'échec des jeunes et la problématique de la parentalité** (notamment **la question des pères**).

Marcel Loarec et Jean Ingèle, bénévoles actifs sur les quartiers de l'Arche Guédon et du Val Maubuée, sont intervenus accompagnés de représentants de plusieurs associations : Etre Bien Ensemble (EBEAAG), Culture et Solidarité, Droit de Cité(r) des Femmes, et l'Association Franco/Africaine du Val Maubuée. Pour Jean Ingèle, le choix était de quitter son quartier, comme l'ont fait les classes moyennes « blanches » de la Villeneuve de Grenoble, ou d'y faire quelque chose pour maintenir le vivre ensemble. C'est cette seconde solution qu'il a choisi.

Marcel Loarec et Jean Ingèle, rendent compte d'une journée qu'ils ont organisée sur Marne la Vallée sur **la question du « père »** avec la participation de personnes originaires de différentes communautés et qui avait pour thèmes :

- La place du père dans la famille (par rapport à la mère, aux garçons, aux filles, dans tous les âges de la vie des enfants, partage de l'autorité, loisirs, sexualité, famille recomposée, ...) ?
- La place du père dans la société (vie professionnelle, politique, éducation, ...) ?
- La place du père selon les cultures (traditions, polygamie, éducation, ...) ?
- Grandir en l'absence du père (famille monoparentale, choix de vie, ...) ou avec un père seul ?
- Quelle joie ou valorisation à être père ?

Un DVD a été réalisé pour rendre compte de cette journée et poursuivre les réflexions.

Pour **changer les comportements de certains pères qualifiés de « démissionnaires »**, il faut d'abord essayer de comprendre certaines attitudes liées à leur héritage culturel et trouver ensuite, entre acteurs sociaux, une bonne approche faite de solidarités et de connivences. En France, ces pères ne se sentent pas valorisés, ils perdent le contrôle des choses, et ne savent plus transmettre. « *Découvrez et apprenez-nous vos codes* », dit Diynaba Doucouré, une intervenante africaine, pour nous aider aux adaptations nécessaires.

Constat : **quelles que soient les origines, les pères s'investissent peu**, même si des légers changements apparaissent. Et pourtant le père peut apporter le petit plus de stress positif pour stimuler un enfant dans sa scolarité, dit une enseignante d'origine algérienne, Wahiba Berkane, qui a remarqué que la fibre d'apprendre se dégradait, quand il y avait un refus des consignes et des manifestations d'irrespect à l'égard de l'autorité.

Les associations sont déterminés à poursuivre leur coopération sur la parentalité, (la place du père), à mutualiser leurs moyens et actions pour mobiliser les pères, à étudier le lien à ouvrir avec le pacte civique en tant que groupe local ...

Sur Marne la Vallée, comme à la Villeneuve de Grenoble, les élus et les pouvoirs publics se sont engagés à améliorer l'image des quartiers par un nouvel aménagement urbain : l'Arche Guédon, le Mail, Le Lizard, sont notamment concernés. Reste cependant la question déterminante : quelle sera la politique de peuplement de ces quartiers rénovés, c'est-à-dire celle de l'attribution des logements ?

La mixité sociale y sera-elle assurée ou bien les familles en grandes difficultés, en majorité d'origine étrangère, continueront-elles à être concentrées dans des îlots d'habitation déjà sensibles ? La population et les associations seront-elles consultées réellement avant que les grandes décisions ne soient prises ?

III-Les espaces de dialogue d'Initiative et Changement France en région parisienne

Jamila LABIDI, de l'association Initiatives et Changement France (filiale d'une ONG internationale investie dans le règlement des conflits par la non-violence et le dialogue des cultures et des religions), présente le Programme Initiative Dialogue mis en œuvre sur plusieurs sites en Ile de France.

« Notre démarche nous la puisons dans la conviction que chacun est responsable de la paix qui l'entoure ». C'est le résumé de la formule " *Changer soi-même pour que le monde change* ", qui est notre devise.

Initiative Dialogue est l'un des programmes d'Initiatives & Changement-France. Ce programme met sur pied **des espaces de rencontre et de dialogue sur des territoires de grande mixité culturelle** où le vivre ensemble est fragilisé en raison des murs de méfiance et d'incompréhensions qui s'érigent entre groupes de populations qui ne se côtoient pas. Cette réalité, qui n'est pas spécifique aux quartiers sensibles, peut se traduire, de part et d'autre,

par un regard négatif porté sur ceux qui se rattachent à une histoire et à une culture différente de la sienne. Cette démarche a trouvé son origine dans les relations tendues qui existent entre des populations issues du monde arabo-musulman et d'autres de culture européenne.

Les « espaces de dialogue » sont « **une opportunité pour les uns et les autres de découvrir, mieux comprendre, et apprécier la culture de l'autre** ». Ces rencontres sont aussi une occasion privilégiée pour que se croisent des regards différents sur les réalités du quotidien, l'évolution des mœurs, et les grandes questions de société. Ainsi **des modules d'animation ont été conçus sur des thématiques elles que l'identité, la citoyenneté, la laïcité, la place des religions** dans une société laïque, en écho aux débats du moment.

Trois espaces de dialogue ont été mis en place en Seine-Saint-Denis, dans les Yvelines et à Paris XVe. De nouveaux sites sont envisagés dans les Hauts-de-Seine, en Seine et Marne et dans l'Essonne. Chaque espace rassemble en moyenne une vingtaine de participants de tous âges et de différentes cultures. Les échanges, sans langue de bois, se font autour de la vie quotidienne et de l'actualité : on parle de soi, de ce qu'on ressent, on apprend à s'interroger sur ses attitudes, sur la façon dont on perçoit « l'autre », ce qui conduit Jamila à nous dire en conclusion :

« Cela m'a fait grandir en citoyenneté et donné une vision d'appartenance à une communauté de personnes qui, par-delà leurs différences, font les mêmes expériences de la vie. »

Conclusions, post journée de lancement, de Jean-Claude SOMMAIRE

Les témoignages recueillis au cours de cet atelier devraient conforter les promoteurs du Pacte civique dans l'idée qu'il est aujourd'hui nécessaire de **renforcer le « pouvoir d'agir » des habitants** dans les quartiers menacés de fracture si on veut réellement y améliorer le vivre ensemble.

C'est ce que proposait le colloque d'Aubervilliers du 28 janvier dernier, « Faire société autrement pour mieux vivre ensemble demain, égaux et différents, dans une France multiculturelle », dont l'objectif était de promouvoir le travail social et le développement communautaires.

C'est aussi le sens de l'appel qui a été lancé, à cette occasion, par plusieurs organisations intervenant dans les quartiers sensibles, invitant la France à franchir le pas de l' « empowerment » (voir le site : www.pouvoir.dagir.fr)